



RAPPORT D'ÉTAPE 2019-2020

PLAN D'ACTION QUINQUENNAL DU
GOUVERNEMENT DU CANADA SUR
LES INFECTIONS **TRANSMISSIBLES
SEXUELLEMENT ET PAR LE SANG**



Gouvernement
du Canada

Government
of Canada

Canada

PROMOUVOIR ET PROTÉGER LA SANTÉ DES CANADIENS GRÂCE AU LEADERSHIP, AUX PARTENARIATS, À L'INNOVATION ET AUX INTERVENTIONS EN MATIÈRE DE SANTÉ PUBLIQUE.

— Agence de la santé publique du Canada

Also available in English under the title:

2019–2020: Progress Report Government of Canada Five-Year Action Plan on Sexually Transmitted and Blood-Borne Infections

Pour obtenir plus d'information, veuillez communiquer avec :

Agence de la santé publique du Canada

Indice de l'adresse 0900C2

Ottawa (Ontario) K1A 0K9

Tél. : 613-957-2991

Sans frais : 1-866-225-0709

Télééc. : 613-941-5366

ATS : 1-800-465-7735

Courriel : publications-publications@hc-sc.gc.ca

© Sa Majesté la Reine du chef du Canada, représentée par le ministre de la Santé, 2022

Date de publication : mai 2022

La présente publication peut être reproduite sans autorisation pour usage personnel ou interne seulement, dans la mesure où la source est indiquée en entier.

Cat. : HP40-251/2-2020F-PDF

ISBN : 978-0-660-40727-2

Pub. : 220078

TABLE DES MATIÈRES

Avant-propos	4
Priorité n° 1 : Progresser Vers la vérité et la réconciliation avec les Premières Nations, les Inuits et les Métis	5
Priorité n° 2 : Stigmatisation et discrimination	7
Priorité n° 3 : Innovation communautaire - Mettre l'accent sur la prévention	9
Priorité n° 4 : Rejoindre les personnes non diagnostiquées - Accroître l'accès au dépistage des ITSS	11
Priorité n° 5 : Offrir des services de prévention, de traitement et de soins aux populations qui reçoivent des services de santé ou des prestations de soins de santé du gouvernement fédéral	12
Priorité n° 6 : Mettre à profit les connaissances actuelles et orienter la recherche future	13
Priorité n° 7 : Mesurer l'impact - Assurer le suivi et rendre compte des tendances et des résultats	14
Postface	16

AVANT-PROPOS

Accélérer notre intervention : Plan d'action quinquennal du gouvernement du Canada sur les infections transmissibles sexuellement et par le sang (ITSS) s'appuie sur la vision, les principes directeurs et les piliers du Cadre d'action pancanadien sur les ITSS et **décrit l'approche** adoptée par le gouvernement du Canada afin de répondre à la problématique des ITSS.

Le Plan d'action, qui est fondé sur une approche pangouvernementale de lutte contre les ITSS, reconnaît que les efforts en vue de surmonter les obstacles à la prévention, au dépistage, au traitement et aux soins des ITSS, doivent provenir de plusieurs mandats fédéraux différents qui visent tous à améliorer la vie des Canadiens. Dix¹ ministères fédéraux collaborent présentement afin de déployer des actions découlant du *Cadre d'action pancanadien sur les ITSS*, qui a été publié conjointement par les ministres de la Santé fédéral, provinciaux et territoriaux en 2018.

Ce rapport d'étape s'agit du premier d'une série de documents présentant un aperçu des activités fédérales qui ont eu ou auront lieu entre 2019 et 2024 et ayant pour but de soutenir les priorités du Plan d'action. Tout comme pour le Plan d'action, le rapport d'étape est structuré en fonction des sept priorités : 1) Progresser vers la vérité et la réconciliation avec les Premières Nations, les Inuits et les Métis; 2) Stigmatisation et discrimination; 3) Innovation communautaire – Mettre l'accent sur la prévention; 4) Rejoindre les personnes non diagnostiquées - Accroître l'accès au dépistage des ITSS; 5) Offrir des services de prévention, de traitement et de soins aux populations qui reçoivent des services de santé ou des prestations de soins de santé du gouvernement fédéral; 6) Mettre à profit les connaissances actuelles et orienter la recherche future; et 7) Mesurer l'impact — Assurer le suivi et rendre compte des tendances et des résultats. Ce rapport d'étape décrit les activités qui ont eu lieu lors de l'année fiscale 2019-2020 afin de lutter contre les ITSS au Canada.

Il faut souligner que ce rapport décrit des activités qui ont débuté ou qui ont été complétées avant que la pandémie mondiale de COVID-19 soit déclarée au Canada en mars 2020. Les prochains rapports d'étape sur le Plan d'action comprendront les activités qui ont été réalisées pendant et en réponse aux impacts de la pandémie de COVID-19 sur les services de prévention, de soins, de traitement et de soutien aux ITSS.

Le gouvernement du Canada maintient son engagement à améliorer la vie des Canadiens, à atteindre les objectifs stratégiques du *Cadre d'action pancanadien sur les ITSS* et à **accélérer ses efforts afin d'atteindre les objectifs mondiaux en matière d'ITSS** fixés par l'Organisation mondiale de la santé et le Programme commun des Nations Unies sur le VIH/sida. Nos efforts conjoints et soutenus nous permettront de garantir que des progrès soient réalisés face au fardeau que représentent les ITSS au Canada.



1

Le Secrétariat LGBTQ2 a été transféré du ministère du Patrimoine canadien au ministère des Femmes et de l'Égalité des genres, ce qui se traduit en neuf* ministères fédéraux impliqués dans ce rapport.

LES *10 MINISTÈRES PARTENAIRES FÉDÉRAUX :

- Agence de la santé publique du Canada (ASPC)
- Instituts de recherche en santé du Canada (IRSC)
- Service correctionnel du Canada (SCC)
- Ministère de la Justice (MJC)
- Ministère de la Défense nationale (MDN)
- Femmes et Égalité des genres Canada (FEGC)
- Santé Canada (SC)
- Immigration, Réfugiés et Citoyenneté Canada (IRCC)
- Services aux Autochtones Canada (SAC)
- *Le *Secrétariat LGBTQ2* rattaché au sein du ministère du Patrimoine canadien (PCH) (le *Secrétariat* se trouve maintenant au sein du ministère des Femmes et de l'Égalité des Genres Canada)

PRIORITÉ N° 1 :

PROGRESSER VERS LA VÉRITÉ ET LA RÉCONCILIATION AVEC LES PREMIÈRES NATIONS, LES INUITS ET LES MÉTIS

Le Plan d'action réitère l'engagement du gouvernement du Canada à donner suite aux appels à l'action de la Commission de vérité et de réconciliation et à renouveler les relations de nation à nation, Couronne-Inuit et de gouvernement à gouvernement avec les Premières Nations, les Inuits et les Métis afin de réduire les répercussions des ITSS sur la santé. Afin de contribuer à la réconciliation avec les Premières Nations, les Inuits et les Métis, le gouvernement du Canada a :

- Co-développé une nouvelle approche d'engagement des Premières Nations, des Inuits et des Métis, une approche interdisciplinaire de la recherche autochtone ainsi qu'un modèle de formation en recherche.
- Priorisé des initiatives de prévention, d'éducation, de sensibilisation et de renforcement des capacités en lien avec les ITSS, dirigées par les communautés autochtones et culturellement sécurisantes, en soutenant :
 - Un programme bonifié de prévention de l'hépatite C par le biais d'initiatives de réduction des méfaits et de services axés sur l'emploi au sein de deux communautés des Premières Nations de l'Atlantique. Cela a permis aux communautés de Wagmatcook et d'Eskasoni d'offrir des services de dépistage des ITSS sur place plutôt que d'orienter les patients vers un praticien en visite ou vers des services offerts à l'extérieur de la communauté;
 - La province de Saskatchewan dans la mise en œuvre d'un modèle de soins intégrés, Connaître son statut (CSS), au sein duquel 30 communautés ont accès au CSS « complet » (qui comprend trois composantes : le dépistage, la

réduction des méfaits et le soutien aux soins infirmiers spécialisés/activités de terrain), 42 communautés ont accès à la CSS « partielle » (un ou deux volets) pour un total de 72 communautés;

- L'Association des femmes autochtones du Canada dans le cadre de l'élaboration et de la mise en œuvre d'une approche tenant compte des traumatismes pour des interventions culturellement adaptées et sexospécifiques en matière d'ITSS pour les femmes et les filles autochtones et ce, afin de pouvoir adresser et décoloniser la stigmatisation en lien avec les ITSS;
- L'élaboration du Modèle de soins pour les ITSS Manitobain Mino Pimatisiwin afin de faire progresser la connaissance des prestataires de soins au sujet des approches culturellement sécurisantes et des opportunités de partenariats dirigés par les communautés autochtones et ce, dans le but d'améliorer les soins liés aux ITSS en s'assurant que la prise en charge des bénéficiaires de services autochtones se fasse dans un milieu sécurisantes et accueillant; et Un programme culturellement sécurisantes de mentorat par les pairs, mis en place par l'organisme Cote First Nation Health dans la ville de Kamsack, en Saskatchewan, pour aider les membres des Premières Nations qui partagent tout matériel lié à la consommation de drogues.

➤ **Soutenu le développement et la réalisation de recherches menées par les communautés autochtones, qui respectent les principes de la souveraineté, de la propriété et du contrôle des données autochtones et qui sont fondées sur les savoirs autochtones:**

- Recueillir des données fondées sur le genre afin de mieux comprendre les principaux déterminants sociaux de la santé et les inégalités en santé qui peuvent contribuer à la vulnérabilité et à la résilience en lien avec les ITSS.
- Améliorer la disponibilité et l'accessibilité aux données du niveau communautaire grâce à une surveillance accrue des ITSS. Cela inclut notamment la surveillance et la prévention de l'émergence de gonorrhées résistantes aux antimicrobiens, ainsi que le support apporté aux conseils tribaux lors d'enquêtes bio-comportementales sur le VIH, l'hépatite C et la syphilis.

➤ **Investi 12.5 millions de dollars en cinq ans afin d'appuyer les Centres de recherche en matière de VIH/sida, d'hépatite C et d'autres ITSS, qui visent à améliorer la santé et l'accès à des programmes efficaces et à des services de soins aux personnes qui sont à risque ou vivant avec des ITSS, plus particulièrement auprès de populations qui sont les plus affectées. Deux des trois Centres se concentrent exclusivement sur les populations autochtones et sont encrés sur les connaissances et les méthodologies qui sont propres aux peuples autochtones et visent à améliorer la santé et l'accès à des programmes et services efficaces pour les Premières Nations, les Inuits et les Métis : le Centre Feast pour la recherche sur les ITSS chez les peuples autochtones et le Centre Autochtone Waniska Saskatchewan/Manitoba pour les iniquités en matière de VIH/VHC/ITSS.**

PRIORITÉ N° 2 : STIGMATISATION ET DISCRIMINATION

Le gouvernement du Canada reconnaît que la stigmatisation et la discrimination peuvent créer des obstacles et ainsi nuire à la prestation et à l'accès aux services de prévention, de soins, de traitement et de soutien en lien avec les ITSS. Afin de réduire la stigmatisation liée aux ITSS et de développer de meilleures pratiques pour y remédier, le gouvernement du Canada a :

- Réuni 15 organismes ayant mis en œuvre des projets soutenus par le [Fonds d'initiatives communautaires en matière de VIH et d'hépatite C](#) afin de partager les connaissances acquises et les meilleures pratiques. Cela a abouti à la création d'une [communauté de pratique nationale sur la stigmatisation](#), qui compte plus de 175 membres issus de 59 organismes communautaires.
- Accompli un important travail de sensibilisation par rapport aux conséquences pouvant découler de la stigmatisation et de la discrimination :
 - Élaboration d'une [boîte à outils](#) permettant aux principaux intervenants de promouvoir les nouvelles ressources sur leurs propres canaux de médias sociaux;
 - Financement de [séro-Positive](#), une campagne de lutte contre la stigmatisation, qui a été promue lors de 24 événements de Fierté à travers le Canada, par le biais des médias sociaux et du *Slay Stigma Canadian Drag Tour*, incitant plus de 11 000 personnes à s'engager à réduire la stigmatisation liée au VIH;
 - Publication d'une série de [témoignages vidéo](#) décrivant l'impact transformateur de la campagne *Indétectable = Intransmissible (I=I)(U=U)* sur la réduction de la stigmatisation liée au VIH et sur l'adhésion au traitement du VIH, afin d'assurer une vie plus saine et plus heureuse pour les personnes vivant avec le VIH; ce qui a aussi été décrit lors de la campagne [Can't Pass It On](#) de CATIE.
 - Mise à jour du contenu et de la mise en page de la [brochure sur les infections sexuellement transmissibles destinée aux jeunes](#), dont la page a reçu 2 030 visites et 131 téléchargements au cours des deux premiers mois suivant sa publication et qui fournit des informations sur la santé sexuelle en lien avec la technologie, sur la manière de parler aux jeunes ainsi que des ressources destinées aux professionnels de la santé;
 - Soutenir la mise en place de l'[indice sur la stigmatisation des personnes vivant avec le VIH](#), qui documente et propose des interventions visant à réduire la stigmatisation et la discrimination dont sont victimes les personnes vivant avec le VIH.
- Outillé les professionnels de la santé et s'est assuré qu'ils aient les compétences nécessaires pour offrir des services mieux adaptés à la culture de la communauté et dans des environnements favorables et sécuritaires :
 - Établissement du Comité consultatif national sur les infections transmissibles sexuellement et par le sang (CCN-ITSS) afin d'appuyer le mandat de l'ASPC sur la prévention et le contrôle des maladies infectieuses en apportant des conseils au processus d'élaboration de directives sur les ITSS à l'intention des prestataires de soins primaires et des professionnels de la santé publique;
 - Publication d'un [document de référence](#) et d'une [infographie](#) afin de faciliter les conversations entre les professionnels de santé primaire et les personnes qui peuvent bénéficier de la prophylaxie pré-exposition (PrEP) et de la prophylaxie post-exposition (PPE) au VIH;

- ▶ Publication d'une [ressource](#) pour les professionnels de la santé résumant les données probantes appuyant la campagne *!/=!* afin de faciliter les conversations entre les prestataires de soins et leurs patients et d'encourager une plus grande adhésion au traitement du VIH;
- ▶ Soutien de l'expansion du [modèle de soins VIH centrés sur les femmes](#) pour répondre aux besoins en matière de santé et de services sociaux uniques aux femmes vivant avec le VIH et améliorer les soins de santé pour cette population.

▶ Soutenu des initiatives de recherche et des changements législatifs visant à réduire les effets néfastes découlant de la stigmatisation et de la discrimination et à promouvoir l'inclusion et le respect en :

- ▶ Introduisant le [projet de loi C-8 : Loi modifiant le Code criminel \(thérapie de conversion\)](#)² à la Chambre des communes afin de criminaliser les conduites associées à la thérapie de conversion au Canada;
- ▶ Effectuant une [revue systématique](#) des preuves scientifiques qui ont informé le mouvement *!/=!* et qui ont facilité [le soutien de cette campagne par le Canada](#) afin d'améliorer directement la vie des personnes vivant avec le VIH et de réduire la stigmatisation qui y est associée; et en
- ▶ Investissant dans la recherche pour remédier aux politiques ayant un effet potentiellement stigmatisant. Cette recherche a contribué à la diminution de la période d'exclusion pour les dons de sang provenant des hommes gais, bisexuels et autres hommes ayant des relations sexuelles avec des hommes, pour que la période passe d'un an à trois mois, un changement qui a été appliqué en juin 2019. La recherche se poursuit afin d'apporter des preuves supplémentaires à la demande ultérieure que déposera la Société canadienne du sang (SCS) à Santé Canada (SC). La SCS vise à ce que les dons de sang soient permis selon des critères basés sur le comportement sexuel plutôt que sur le genre ou l'orientation sexuelle.

▶ Contribué aux efforts déployés afin de limiter la stigmatisation liée à la consommation de substances :

- ▶ En publiant un [guide d'introduction](#) sur les interventions efficaces pour lutter contre la stigmatisation liée à la consommation de substances dans le système de santé, ainsi qu'une [ressource en matière de communication](#) afin de favoriser l'usage de langage compatissant et non stigmatisant lorsque des sujets liés à la consommation de substances sont abordés;
- ▶ En développant la tournée « [Soyez au fait](#) », qui a mobilisé des adolescents et des jeunes adultes de plus de 140 écoles secondaires et 30 établissements d'enseignement postsecondaire en 2019 dans le but d'accroître leurs connaissances au sujet de la crise des opioïdes;
- ▶ En mettant de l'avant le *Plan d'action : Prévenir les méfaits liés à la consommation de substances chez les jeunes par une approche globale de la santé en milieu scolaire* au sein des communautés scolaires;
- ▶ En investissant dans les organismes communautaires qui visent à réduire la stigmatisation et la discrimination liées à la consommation de substances dans les systèmes de santé et les systèmes sociaux ainsi qu'au sein des communautés par le biais du [Fonds de réduction des méfaits](#) et du [programme Favoriser les voies d'accès aux soins des personnes qui consomment des drogues](#). Entre autres, le financement de l'organisme [SIDA Nouveau-Brunswick](#), a permis de soutenir les démarches visant à accroître la capacité des prestataires de services de Fredericton à faire face aux problèmes de santé touchant les personnes qui consomment des drogues. Dans le cadre de cette initiative, 85 % des participants ont déclaré avoir mis en œuvre dans leur offre de services certaines des pratiques suggérées visant à réduire la stigmatisation liée à la consommation de drogues.

² Note : L'ancien projet de loi C-8 est mort au Feuilleton en 2020 et a été réintroduit sous le nom de projet de loi C-6 le 1er octobre 2020. Le projet de loi C-6 est mort au Feuilleton en 2021 et une version plus développée a été réintroduite sous le nom de projet de loi C-4 (les anciens projets de loi C-8 et C-6 proposaient de criminaliser le fait d'offrir la thérapie de conversion à des enfants et sans consentement ; alors que le projet de loi C-4 criminalise le fait d'offrir la thérapie de conversion à une autre personne, peu importe l'âge ou le consentement). Le projet de loi C-4 est entré en vigueur le 7 janvier 2022.

- En co-animant une consultation technique internationale avec l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime afin d'encourager au niveau mondial une perspective de la consommation de drogues axée sur la santé publique plutôt que sur une approche punitive et de faire connaître l'impact négatif que la stigmatisation peut engendrer chez les personnes consommant de la drogue ainsi que les barrières qui empêchent l'implantation et l'accès aux interventions qui répondent aux problèmes en lien avec la stigmatisation.

PRIORITÉ N° 3 : INNOVATION COMMUNAUTAIRE – METTRE L'ACCENT SUR LA PRÉVENTION

Le soutien de longue date du gouvernement du Canada à la réponse communautaire aux ITSS est fortement ancré par les données probantes prouvant que les organismes de première ligne sont les mieux placés pour faire un travail de sensibilisation, d'identification des solutions les mieux adaptées aux contextes et aux cultures locales et d'optimisation de la capacité de la communauté et pour créer un impact collectif. Afin d'optimiser la réponse des organismes communautaires face aux ITSS, le gouvernement du Canada a :

- **Aidé les communautés à développer et à implanter des projets de première ligne qui s'appuient sur des données probantes pour prévenir les nouvelles infections et les infections récurrentes :**
 - Le Fonds de développement des capacités communautaires LGBTQ2 du gouvernement du Canada, un investissement de 20 millions de dollars afin de fournir une base solide aux organismes LGBTQ2, afin qu'ils puissent continuer à plaider et à offrir des services qui visent à améliorer les conditions sociales, sanitaires et économiques des communautés LGBTQ2; et
 - Le Fonds d'action communautaire pour le VIH et l'hépatite C, un investissement annuel de 26,4 millions de dollars qui a soutenu 86 projets menés par 124 organismes, ce qui inclut :
 - Le financement de l'alliance communautaire pancanadienne Avancer, qui vise à accroître l'accès aux services de santé ainsi que leur utilisation par les hommes gais, bisexuels, transgenres, bispirituels et queer à travers le Canada; ainsi que
 - Le financement de la Dr. Peter AIDS Foundation, qui vise à renforcer la capacité des organismes communautaires et des prestataires de services à travers le Canada afin qu'ils puissent rendre opérationnels les services d'injection supervisée et réduire la transmission des ITSS.

- Atteint plus de 35 000 personnes par le biais du Fonds pour la réduction des méfaits, qui vise à réduire le nombre de cas de VIH et d'hépatite C chez les personnes qui utilisent et partagent du matériel d'inhalation ou d'injection de drogues :
 - ⦿ Les projets financés par le Fonds pour la réduction des méfaits ont été examinés par un comité composé principalement de personnes ayant une expérience vécue et ont été formés de personnes provenant de plusieurs communautés, notamment des communautés LGBTQ2+ et peuples autochtones, des professionnels de la santé et d'éducateurs pour les pairs.
 - ⦿ Une évaluation initiale du Fonds pour la réduction des méfaits a révélé que 80 % des cibles qui ont été fixées lors de l'identification des objectifs du projet, ont été atteintes, presque atteintes ou ont même été dépassées.
- Réduit les charges administratives pour les demandes de sites de consommation supervisée et Santé Canada a augmenté le soutien ministériel pour les demandeurs et les administrateurs à travers le Canada. Depuis 2017, le nombre de sites de consommation supervisée qui ont été approuvés par le gouvernement fédéral est passé de 1 à 38. Ceux-ci ont reçu près de 2.9 millions de visites, ont permis d'éviter environ 27 000 surdoses sans aucun décès et ont permis à plus de 120 000 références de se faire afin de diriger les usagers vers les services de santé et services sociaux.
- Animé des webinaires sur la santé publique qui ont atteint plus de 1 500 professionnels de la santé publique à travers le Canada afin de soutenir le partage des connaissances et le renforcement des capacités sur un éventail de sujets liés aux ITSS, y compris la promotion des pratiques sexuelles sans risque, le renforcement des capacités organisationnelles pour fournir des services de consommation supervisée et l'amélioration des connaissances sur l'épidémiologie des ITSS au Canada. Presque tous les participants (95 %) ont déclaré que le contenu du webinaire était utile aux fins de leur travail.

PRIORITÉ N° 4 :

REJOINDRE LES PERSONNES NON DIAGNOSTIQUÉES – ACCROÎTRE L'ACCÈS AU DÉPISTAGE DES ITSS

Le diagnostic consiste en un point d'entrée vers les services de traitement, de soins et de soutien des ITSS et il permet d'orienter les personnes vers des ressources ou des programmes visant à prévenir les infections futures ou la transmission ultérieure. Afin d'améliorer l'accès aux tests de dépistage des ITSS pour les Canadiens, le gouvernement du Canada a :

- **Rendu plus accessibles au marché canadien, certaines nouvelles technologies en lien avec le dépistage :**
 - ⦿ En travaillant directement avec les fabricants pour les guider lors du processus de demande et en organisant des réunions de pré-soumission afin de clarifier les exigences qui doivent être remplies;
 - ⦿ En permettant aux professionnels de la santé d'avoir accès à des dispositifs médicaux non homologués, notamment un autotest pour le VIH et des tests rapides pour la syphilis, avant qu'ils reçoivent l'approbation réglementaire, améliorant ainsi l'ensemble des soins aux patients liés aux ITSS; et
 - ⦿ En développant des protocoles, en évaluant les options de dépistage aux ITSS aux points de service, et en validant de nouvelles méthodes innovantes de diagnostic des ITSS afin de se positionner en tant que leader mondial et d'encourager le déploiement de ces nouvelles technologies de dépistage.
- **Organisé une réunion nationale lors de laquelle ont participé plus de 100 représentants provenant de différents secteurs, de différents paliers gouvernementaux et d'organismes des Premières Nations, des Inuits et des Métis afin d'explorer le contexte actuel et constamment en évolution en lien avec les tests de dépistage des ITSS, de mieux comprendre les recherches qui appuient la mise en œuvre de nouvelles modalités de dépistage des ITSS et afin de déterminer les possibilités, les défis et les éventualités qui pourraient appuyer le déploiement de ces technologies de dépistage sur le marché canadien.**
- **Offert son soutien aux initiatives visant à combler les lacunes en matière de dépistage des ITSS, à atteindre les personnes non diagnostiquées et à établir des corridors de services. Entre autres, un financement de 6 millions de dollars sur cinq ans a été accordé au *Centre for REACH 3.0* - un centre national de recherche interventionnelle, d'évaluation participative et de science appliquée des programmes. Grâce à ce financement, un nombre d'essais cliniques portant sur la science de l'application des connaissances a été lancé, notamment des projets visant à faciliter l'approbation de tests permettant l'auto-diagnostic du VIH au Canada et le dépistage des ITSS aux points de service ainsi que d'autres options de dépistage des ITSS.**
- **Publié un feuillet d'information intitulé « Réagir à la syphilis au Canada (feuillet d'information) » destiné aux prestataires de soins, qui normalise et met en évidence les meilleures pratiques en lien avec le dépistage des ITSS et qui les prépare à discuter de ces options avec leurs patients. Comme la stigmatisation empêche plusieurs usagers d'avoir recours aux services de dépistage et de test des ITSS, normaliser l'usage de services et de méthodes de dépistage des ITSS peut atténuer cet obstacle et faciliter l'accès au dépistage.**

- Coordonné 15 formations dirigées par la communauté au sujet des ITSS et de 34 événements de dépistage dans 7 provinces, afin d'aider les communautés nordiques, éloignées et isolées et autres populations difficiles à atteindre afin qu'elles puissent développer leurs propres approches en matière d'éducation et de services de santé en lien avec les ITSS. Au total, 2 593 échantillons de sang séché ont été recueillis et utilisés pour 7 266 tests de dépistage et 774 tests de charge virale.

PRIORITÉ N° 5 : OFFRIR DES SERVICES DE PRÉVENTION, DE TRAITEMENT ET DE SOINS AUX POPULATIONS QUI REÇOIVENT DES SERVICES DE SANTÉ OU DES PRESTATIONS DE SOINS DE SANTÉ DU GOUVERNEMENT FÉDÉRAL

Le gouvernement du Canada joue un rôle important dans le financement et l'offre d'une gamme de services de santé ainsi que dans la couverture de soins de santé pour plusieurs populations, y compris certaines communautés provenant des Premières Nations et d'origine Inuit qui sont admissibles, les membres actifs des Forces armées canadiennes, les personnes incarcérées dans le système correctionnel fédéral et certaines populations immigrantes. Afin d'améliorer les services de prestation et de soutien à la prévention, au dépistage et au traitement des ITSS, le gouvernement du Canada a :

- Élargi l'accès à de nouveaux médicaments très efficaces (appelés antiviraux à action directe) pour le traitement de l'hépatite C chronique chez les Premières Nations et les Inuits par l'intermédiaire du Services de santé non assurés pour les Premières Nations et les Inuits, ainsi que d'autres régimes publics d'assurance-médicaments au Canada. Le nombre de clients recevant ces médicaments pour le traitement de l'hépatite C chronique a augmenté considérablement, soit de 26,0 % par rapport à 2015/16, de 148,1 % par rapport à 2016/17, et de 14,8 % de 2017/18 à 2018/19, avec une légère diminution de 2,8 % de 2018/19 et 2019/20.
- Initié une démarche volontariste de traitement qui a entraîné chez les personnes vivant avec l'hépatite C incarcérées au sein d'établissements correctionnels fédéraux une augmentation significative du nombre de personnes qui commencent un traitement, contribuant ainsi à une baisse substantielle de 75 % du taux de prévalence de l'hépatite C chez les personnes incarcérées au niveau fédéral : de 18 % en 2014 à environ 4,6 % en 2018.

- Mis à jour les politiques d'immigration en 2018 pour augmenter le seuil de coût du fardeau excessif, qui, en 2020, a été fixé à 106 020 \$ sur 5 ans (ou 21 204 \$ par an). En triplant le seuil de coût, de nombreux demandeurs ayant des conditions nécessitant principalement des médicaments sur ordonnance financés par l'État (par exemple, le VIH), deviendraient probablement admissibles au Canada, car le coût de la plupart de ces médicaments ne dépasserait généralement pas le nouveau seuil de coût.
- Élaboré une enquête sur la santé sexuelle des membres actifs des Forces armées canadiennes. La majorité des recrues ont déclaré qu'ils n'avaient pas de pratiques sexuelles à risque; par contre, l'étude a permis de mieux comprendre l'impact de la propension au risque sur les pratiques sexuelles à risque, ce qui a permis de mieux informer les initiatives de promotion et d'éducation de la santé des membres actifs.
- Modifié le Règlement sur les médicaments brevetés pour mieux protéger les Canadiens contre les prix excessifs des médicaments brevetés et d'améliorer l'accessibilité aux médicaments d'ordonnance et afin de fournir à l'organisme de réglementation du Canada (le Conseil d'examen du prix des médicaments brevetés) de nouveaux outils et renseignements. Ces changements devraient permettre d'économiser des milliards de dollars au cours de la prochaine décennie pour les contribuables particuliers, publics et privés.

PRIORITÉ N° 6 : METTRE À PROFIT LES CONNAISSANCES ACTUELLES ET ORIENTER LA RECHERCHE FUTURE

La recherche est essentielle afin de produire de nouvelles connaissances au sujet des ITSS. Ces nouvelles connaissances viennent éclairer l'élaboration et la mise en œuvre d'interventions innovantes en santé publique, y compris les directives, les politiques et les programmes en lien avec les ITSS. Afin de s'assurer que les directives de santé publique sur les ITSS reflètent bien l'évolution de la recherche et des données probantes, le gouvernement du Canada a :

- Élargi l'accès à des informations conviviales et régulièrement mises à jour afin d'informer les professionnels de la santé dans leurs approches de soins axées sur le patient, grâce à l'élaboration et à la diffusion de nouveaux modules sur les ITSS.
- Mis en place une analyse des besoins et a identifié des opportunités afin d'améliorer les Lignes directrices canadiennes sur les infections transmissibles sexuellement afin d'y inclure un langage respectueux des genres et des divers contextes culturels, ainsi que des mises à jour au niveau de la structure et de la mise en page pour les applications mobiles et internet, dont le contenu a été téléchargé plus de 26,000 fois.
- Mis à jour le Guide canadien d'immunisation pour s'assurer que l'information sur l'hépatite B et le virus du papillome humain soit à jour et accessible aux professionnels de la santé.

- Engagé plus de 300 membres de la communauté travaillant avec les ITSS dans l'élaboration du prochain plan stratégique quinquennal des Instituts de recherche en santé du Canada pour l'Initiative de recherche sur le VIH/sida et les ITSS. Les intervenants de la communauté ont fourni d'importants commentaires sur les priorités de recherche sur les ITSS, notamment sur les domaines dans lesquels les efforts de recherche du Canada devraient être dirigés; vers l'optimisation de la mise en place d'initiatives de prévention, de diagnostic et de traitement des ITSS et ce, dans le but de réduire les répercussions de ces infections sur la santé au Canada et dans le monde.
- Investi dans la recherche afin de soutenir des projets axés sur la production et la diffusion de nouvelles ressources informationnelles visant à réduire l'incidence et le fardeau des ITSS, en particulier chez les populations clés, et de former la prochaine génération de chercheurs dans le domaine des ITSS grâce à :
 - Un financement de 2 millions de dollars visant à soutenir la recherche communautaire, qui comprenait le financement de la recherche communautaire autochtone favorisant le renforcement des capacités de collaboration des communautés touchées par les ITSS;
 - Une nouvelle initiative stratégique visant à accroître l'adoption et l'administration du vaccin contre le virus du papillome humain afin de prévenir les infections et d'éliminer le cancer du col de l'utérus au Canada; et
 - Une recherche visant à analyser l'efficacité de la prophylaxie pré-exposition au VIH (PrEP) en matière de prévention du VIH et des autres infections sexuellement transmissibles chez les hommes gais, bisexuels et les autres hommes ayant des rapports sexuels avec des hommes, afin de mettre en place une base de données probantes portant sur les succès et les défis de l'expansion de la PrEP financée par des fonds publics.

PRIORITÉ N° 7 : MESURER L'IMPACT — ASSURER LE SUIVI ET RENDRE COMPTE DES TENDANCES ET DES RÉSULTATS

L'accès à des données fiables permet de mesurer les progrès réalisés par rapport aux priorités du *Plan d'action quinquennal du gouvernement du Canada sur les ITSS*. Dans le but de soutenir les initiatives en lien avec l'évaluation et l'élaboration de rapports publics sur les progrès et les résultats obtenus en matière d'ITSS, le gouvernement du Canada a :

- Débuté des travaux en vue d'élaborer des cibles et des indicateurs du Canada concernant les ITSS, en collaboration avec les autorités de santé publique provinciales et territoriales et d'autres ministères, dans le but d'illustrer les progrès du Canada vers l'atteinte des cibles mondiales en matière d'ITSS.
- Coordonné des enquêtes bio-comportementales dans 14 sites à travers le Canada (2017-2019) au sein de personnes qui s'injectent des drogues afin de générer des données fiables pour orienter les interventions et les activités de santé publique visant cette population.

- Participé à la plus grande enquête mondiale en ligne auprès des hommes gais, bisexuels et les autres hommes ayant des relations sexuelles avec des hommes, intitulée l'Enquête européenne en ligne sur la sexualité entre hommes (EMIS), dont les résultats seront disponibles dans le parution de novembre 2019 du Relevé des maladies transmissibles au Canada.
- Contribué à l'amélioration des systèmes de surveillance nationaux des ITSS, notamment en :
 - Élargissant la surveillance de la gonorrhée résistante aux antimicrobiens par le biais du *programme de surveillance accrue de la gonorrhée résistante aux antimicrobiens* pour inclure les Territoires du Nord-Ouest en plus des autres provinces participantes (Nouvelle-Écosse, Manitoba et Alberta);
 - Améliorant la surveillance des cas d'hépatite C pour inclure le suivi des nouveaux diagnostics, initier des révisions de la définition nationale des cas d'hépatite C, s'assurer que les infections aiguës ou récentes sont correctement classifiées et garantir une déclaration cohérente des cas d'hépatite C à travers le pays; et en
 - Favorisant une compréhension approfondie sur la transmission du VIH et du risque d'infection notamment par l'identification de personnes ayant reçu un diagnostic de VIH dans une autre province ou un autre pays et leur classification dans une catégorie de surveillance distincte et par l'ajout de nouveaux éléments d'information permettant d'enregistrer des données relatives à la race, l'ethnicité et au nombre de CD4, une donnée qui peut être utilisée afin d'évaluer la vigueur du système immunitaire d'une personne vivant avec le VIH.
- Recueillant pour la première fois de précieux renseignements représentatifs sur le plan national au sujet des expériences de violence fondée sur le genre, un facteur de vulnérabilité aux ITSS, chez les personnes transgenres et de genres divers au Canada.
- Amélioration significative des initiatives de santé publique et du signalement des cas de syphilis infectieuse et de syphilis congénitale par :
 - La création d'un comité fédéral/provincial/territorial afin de mettre en place une plateforme de discussion nationale et permettant la collaboration entre les juridictions sur la syphilis;
 - Le développement d'un bilan épidémiologique national portant sur la syphilis au Canada;
 - Des fonds de 400 000 \$ offerts sur deux ans pour soutenir le travail du HIV Network of Edmonton Society, de OUTFSaskatchewan et du Sexual Health Centre of Saskatoon afin de réduire l'impact de la syphilis, en particulier chez les femmes afin de réduire les cas de syphilis congénitale
 - La publication de produits de surveillance portant sur la syphilis et les infections sexuellement transmissibles, notamment une infographie, un rapport de surveillance des infections sexuellement transmissibles pour 2017, une fiche d'information destinée aux prestataires de soins de santé, ainsi que 20 000 exemplaires d'une fiche d'information sur la prévention de la syphilis, qui a été diffusée par 431 organismes communautaires qui travaillent auprès de femmes enceintes à travers le Canada.
 - L'ajout de financement destiné aux communautés des Premières Nations, qui vivent présentement des épidémies de syphilis, afin d'outiller les infirmières de tous les niveaux de service et optimiser l'accès au dépistage, à la sensibilisation et à la prévention ainsi que la prise en charge intensive des cas actifs et de leurs contacts.

POSTFACE

Avec la publication du *Plan d'action quinquennal du gouvernement du Canada sur les ITSS* en 2019, le gouvernement fédéral s'est engagé à mettre de l'avant sept priorités afin d'améliorer ses capacités d'intervention face aux ITSS. Ce rapport d'étape représente le premier rapport annuel soulignant les principales interventions mises en place par le gouvernement fédéral afin de remplir les engagements décrits dans le plan d'action.

L'objectif principal du Plan d'action est d'accélérer les efforts du gouvernement du Canada pour atteindre les cibles mondiales en matière d'ITSS et ce faisant, de soutenir les progrès réalisés face aux trois objectifs stratégiques du *Cadre d'action pancanadien sur les ITSS* : 1) réduire l'incidence des ITSS au Canada; 2) améliorer l'accès au dépistage, au traitement, aux soins et au soutien continu; et 3) réduire la stigmatisation et la discrimination qui rendent les ITSS vulnérables.

De grands progrès ont été faits face aux impacts des ITSS au Canada et nous avons accompli de grandes avancées vers les nouvelles cibles de dépistage et de traitement du VIH au Canada pour 2025 (appelées les cibles 95-95-95). Nous continuerons sur cette voie en élargissant la gamme d'options disponibles en matière de dépistage des ITSS, en faisant la promotion des méthodes de traitement qui sont efficaces et disponibles au pays, ce qui inclut les traitements visant les personnes vivant avec une hépatite C chronique au Canada, et en continuant d'élaborer et d'implanter des approches ciblées afin de répondre à l'augmentation des cas de syphilis, de chlamydia et de gonorrhée qui sont déclarés, y compris l'augmentation alarmante des cas de syphilis congénitale.

Les efforts continus de collaboration des dix ministères fédéraux, qui se sont engagés conjointement à faire avancer les priorités du Plan d'action, sont essentiels au travail de prévention des ITSS et d'amélioration en matière d'équité d'accès aux services de dépistage, de traitement et de soutien, et à la réduction des impacts de la stigmatisation et de la discrimination en lien avec les ITSS. Cet objectif ne peut toutefois être atteint sans une collaboration intersectorielle, qui comprend des efforts complémentaires et cruciaux déployés par des organismes communautaires, d'autres gouvernements, des chercheurs, des cliniciens, des professionnels de la santé publique et des personnes ayant une expérience vécue et vivante des ITSS.

Bien que ce rapport d'étape 2019-20 ait été développé pendant la première année de la pandémie mondiale de COVID-19, il ne reflète pas ses impacts sanitaires en cours. Il est donc essentiel que nos efforts conjoints face à l'atteinte des objectifs nationaux et mondiaux en matière d'ITSS se poursuivent malgré les défis posés par la pandémie de COVID-19 et ce, malgré le fait qu'elle continue d'évoluer et qu'il nous reste beaucoup à apprendre par rapport à ses impacts.